

HUMAN RIGHTS WATCH À ALGER

Focus sur l'amnistie générale

LA VISITE de deux semaines intervient dans une conjoncture favorable à cette ONG réputée hostile aux pouvoirs.

■ AMINE GOUTALI

Amnesty international part, Human rights watch revient. C'est devenu presque une noria coutumière depuis que les pouvoirs publics ont décidé de jouer « à fond » la carte de la transparence pour ce qui est de la très sensible question des droits de l'homme.

Hier, en effet, devaient arriver, à Alger, les trois membres de l'ONG (Organisation non gouvernementale) américaine de la défense des droits de l'homme. Cette visite de deux semaines intervient dans une conjoncture on ne peut mieux propice pour cette ONG dont la complaisance envers le gouvernement algérien n'est pas sa première qualité. Dans le menu figure : l'amnistie générale,

la liberté d'expression, les disparus, les victimes du terrorisme... tout un travail, donc, pour lequel, la feuille de route qui guidera les « enquêteurs » américains durant leur séjour serait sans doute esquissée. Le président de Soumoud - association des disparus du fait du terrorisme - a sa petite idée puisque « j'ai été contacté par les membres de l'organisation (HRW) il y a trois jours par courrier électronique » nous a-t-il indiqué hier. Les discussions prévues entre les deux parties porteront, prévoit-il, sur les cas de disparitions forcées. Une question qui résume l'essence même des revendications de Soumoud et sur laquelle toutefois, l'organisation américaine porte une vision plutôt déférente : « HRW accuse à la fois les terroristes et les services de sécurité d'être à l'origine des milliers de disparitions », précise-t-il.

L'autre casse-tête : l'amnistie générale. Projet politique qui fait la une de l'actualité nationale depuis que le président de la République en a soufflé l'idée il y a quelques mois. La position « musclée » de l'ONG est un secret de Polichinelle. Elle se résume en ce slogan : l'amnistie d'accord, la sanction d'abord. Et qui dit sanction dit, dans le langage de Human rights watch, punir et les terroristes et les agents de l'Etat. En troisième lieu, le président de Soumoud devra broser à ses hôtes la situation de la justice et son fonctionnement quant aux milliers de plaintes déposées par les familles de disparus qui écumant actuellement les tribunaux. Cela dit, contrairement à la cohorte de partis politiques et autres associations hostiles à la venue des ONG internationales l'appréciation de M. Merabet, se veut, comme il le dit,

objective : « Ses membres auront tout au long de leur séjour, à écouter les doléances des familles que nous représentons et traduire leur réalité », d'où pense-t-il, la nécessité d'un tel travail. Au même titre que Soumoud, la Ligue algérienne de la défense des droits de l'homme (Laddh) de Ali Yahia Abdenour, figure elle aussi dans l'agenda de HRW. Une rencontre est prévue au courant de cette semaine. Me Zehouane, son vice-président, affiche une sérénité implacable et, en tant que partenaire « autonome » et « crédible » se dit prêt à coopérer avec l'organisme américain. Les sujets toucheront, selon lui, à divers points dont, globalement, la situation des droits de l'homme dans le pays, l'état des libertés publiques et individuelles, la condition de la femme, les disparus, etc.

A. G.

L'Expression 14.06.2005